

PERSONNEL

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25 JUIN 2024
PROJET DE DELIBERATION

OBJET – TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS ET OCCASIONNELS AU 1^{ER} JUILLET 2024

PRESENTATION SYNTHETIQUE

Dans un premier temps, une information sur la mise à disposition d'un agent est portée à la connaissance de l'assemblée communautaire.

Il est lui est ensuite proposé de procéder à l'adaptation du tableau des emplois pour tenir compte :

- des propositions d'avancement de grade,
- du besoin en recrutement à l'ALSH de Chaillac-sur-Vienne,
- du remplacement d'un agent parti à la retraite au centre aqua-récréatif,
- de la fermeture de certains postes non pourvus,
- de la volonté d'accueillir de nouveaux apprentis.

RAPPORT

Exposé des motifs

I-Information sur la mise à disposition d'un agent auprès du Syndicat Mixte Charente et Limousin

Monsieur le Président expose que selon l'article L 512-6 du code général de la fonction publique, la mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir.

Elle ne peut avoir lieu qu'avec l'accord du fonctionnaire et doit être prévue par une convention conclue entre l'administration d'origine et l'organisme d'accueil.

L'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public en est préalablement informé.

Le fonctionnaire peut être mis à disposition auprès d'un ou de plusieurs organismes pour y effectuer tout ou partie de son service.

Un fonctionnaire peut également être recruté en vue d'être mis à disposition pour effectuer tout ou partie de son service dans d'autres collectivités ou établissements que le sien sur un emploi permanent à temps non complet.

Le conseil est informé qu'un fonctionnaire titulaire sera mis à disposition auprès du syndicat mixte Charente e Limousin à compter du 1^{er} juillet pour 1 an à 15% afin d'assurer des missions relatives au suivi de l'élaboration du SCOT et aux contractualisations portées par le syndicat.

II-Tableau des emplois

Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre la modification d'un poste par rapport au budget.

1 – Transformation des emplois (ouverture/fermeture) suite à des évolutions de carrière (avancements de grade)

Courant mars, nous avons reçu du centre de gestion le tableau des agents promouvables à un avancement de grade pour cette année 2024.

Le tableau a été étudié afin de déterminer si les critères d'avancement de grade définis dans les lignes directrices de gestion étaient respectés pour chacun des agents afin de procéder à leur nomination à cet avancement.

Si ces propositions recueillent l'accord de l'assemblée délibérante, il est proposé de :

- **créer au budget principal :**

- ✓ 1 poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe à temps complet,
- ✓ 1 poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet,
- ✓ 1 poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à 4/35^{ème},
- ✓ 1 poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet,
- ✓ 1 poste de technicien principal de 1^{ère} classe à temps complet,
- ✓ 1 poste d'ingénieur hors classe à temps complet,
- ✓ 1 poste d'ETAPS principal de 1^{ère} classe à temps complet,

- supprimer au budget principal :

- ✓ 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe à temps complet,
- ✓ 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet,
- ✓ 1 poste d'adjoint technique à 4/35^{ème},
- ✓ 1 poste de technicien principal de 2^{ème} classe à temps complet,
- ✓ 1 poste d'ETAPS principal de 2^{ème} classe à temps complet,

- créer au budget des ordures ménagères :

- ✓ 1 poste d'agent de maîtrise principal à temps complet,

- supprimer au budget des ordures ménagères :

- ✓ 1 poste d'agent de maîtrise à temps complet.

2 - Besoins en recrutement

- 1) Un agent affecté à l'ALSH de Chaillac sur vienne a demandé une disponibilité. En vue de son remplacement, il a été décidé de procéder à son remplacement à 17/35^{ème}.

Si cette proposition recueille l'accord de l'assemblée délibérante, il est proposé de :

- créer au budget principal :

- ✓ 1 poste d'adjoint d'animation à 17/35^{ème}.

- 2) Un agent a fait valoir ses droits à la retraite au centre aqua-récréatif, il a été décidé de procéder à son remplacement.

Si cette proposition recueille l'accord de l'Assemblée, il est proposé de :

- créer au budget principal :

- ✓ 1 poste d'adjoint technique à temps complet.

3 – Suppressions de postes permanents

Suite à la vacance de certains postes (retraites, mutation etc.), remplacés sur d'autres grades, il est proposé de :

- supprimer au budget principal :

- ✓ 1 poste d'attaché à temps complet,
- ✓ 1 poste d'adjoint administratif à temps complet,
- ✓ 2 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet,
- ✓ 1 poste de rédacteur à temps complet,
- ✓ 1 poste d'adjoint d'animation à 15/35^{ème},

- supprimer au budget des ordures ménagères :

- ✓ 1 poste d'agent de maîtrise principal à temps complet,
- ✓ 1 poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet.

4 – Poursuite du programme d'accueil d'apprentis

Pour la rentrée 2024, la communauté de communes souhaite accueillir un apprenti. Il est proposé à l'assemblée délibérante de recourir au contrat d'apprentissage suivant :

| Service | Nombre de poste | Diplôme préparé | Durée de la Formation |
|---------------------|-----------------|--------------------------------------|-----------------------|
| Ressources humaines | 1 | Master I-Métiers de l'Administration | 1 an |

DECISION

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code Général de la Fonction Publique, et son article L313-1,
Considérant le tableau des emplois adopté par le conseil communautaire du 30 mai 2024,

Le conseil communautaire,
Après délibération,

- APPROUVE les adaptations du tableau des emplois qui lui ont été proposées par son président, à savoir :

- créer au budget principal :
 - ✓ 1 poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe à temps complet,
 - ✓ 1 poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet,
 - ✓ 1 poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à 4/35^{ème},
 - ✓ 1 poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet,
 - ✓ 1 poste de technicien principal de 1^{ère} classe à temps complet,
 - ✓ 1 poste d'ingénieur hors classe à temps complet,
 - ✓ 1 poste d'ETAPS principal de 1^{ère} classe à temps complet,
 - ✓ 1 poste d'adjoint d'animation à 17/35^{ème},
 - ✓ 1 poste d'adjoint technique à temps complet,

- supprimer au budget principal :
 - ✓ 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe à temps complet,
 - ✓ 1 poste d'attaché à temps complet,
 - ✓ 1 poste d'adjoint administratif à temps complet,
 - ✓ 2 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet,
 - ✓ 1 poste de rédacteur,
 - ✓ 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet
 - ✓ 1 poste d'adjoint technique à 4/35^{ème},
 - ✓ 1 poste de technicien principal de 2^{ème} classe à temps complet,
 - ✓ 1 poste d'ETAPS principal de 2^{ème} classe à temps complet
 - ✓ 1 poste d'adjoint d'animation à 15/35^{ème},

- créer au budget des ordures ménagères :
 - ✓ 1 poste d'agent de maîtrise principal à temps complet,

- supprimer au budget des ordures ménagères :
 - ✓ 1 poste d'agent de maîtrise principal à temps complet,
 - ✓ 1 poste d'agent de maîtrise à temps complet
 - ✓ 1 poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet,

-DECIDE de recourir au contrat d'apprentissage suivant :

- un contrat d'apprentissage au service ressources humaines à compter du 1^{er} septembre 2024, pour une durée d'un an, afin de préparer un Master I – Métiers de l'Administration.

- ADOPTE le tableau ci-après.

| | Filière | Catégorie | Emplois ouverts | Emplois pourvus | ETPT | Dont temps non complet | Commentaires |
|--|----------------|-----------|-----------------|-----------------|------|--------------------------|---------------------------|
| BUDGET PRINCIPAL | | | | | | | |
| EMPLOIS PERMANENTS | | | | | | | |
| CABINET | | | | | | | |
| Collaborateur de Cabinet | | | 1 | 1 | 1 | | Occupé par un contractuel |
| Directeur territorial | Administrative | | 1 | 0 | 0 | | |
| Attaché | Administrative | | 2 | 1 | 1 | | |
| Agenda 21 | | | | | | | |
| Adjoint administratif principal de 2 ^e classe | Administrative | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe | Administrative | B | 1 | 1 | 1 | | |
| Accueil et Communication | | | | | | | |
| Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe | Administrative | B | 1 | 1 | 1 | | |
| Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe | Administrative | B | 1 | 0 | 0 | | |
| Adjoint administratif | Administrative | C | 2 | 1 | 0,8 | 1 à 28/35 ^{ème} | |
| Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Technique | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint technique | Technique | C | 1 | 0 | | 28/35 ^{ème} | |
| DIRECTION GENERALE DES SERVICES | | | | | | | |
| Attaché hors classe | Administrative | A | 1 | 1 | 1 | | Poste fonctionnel |
| Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe | Administrative | B | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe | Administrative | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint administratif | Administrative | C | 1 | 0 | | | |
| DIRECTION DES POLITIQUES INTERCOMMUNALES | | | | | | | |
| Ingénieur hors classe | Technique | A | 1 | | | | 1 création |
| Ingénieur principal | Technique | A | 1 | 1 | 1 | | |
| Economie, immobilier et foncier | | | | | | | |
| Rédacteur | Administrative | B | 1 | 1 | | | Occupé par un contractuel |
| Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe | Administrative | B | 1 | | | 17,5/35 ^{ème} | |
| Adjoint administratif principal de 2 ^e classe | Administrative | C | 1 | 0 | | | |
| Réserve naturelle | | | | | | | |
| Technicien | Technique | B | 1 | 0 | 0 | | |

| | | | | | | | |
|---|----------------|---|---|---|------|------------------------------------|---|
| Technicien principal 1ère classe | Technique | B | 1 | 1 | 1 | | 1 création |
| Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe | Culturelle | C | 2 | 2 | 2 | | |
| Adjoint du patrimoine principal de 2e classe | Culturelle | C | 2 | | | | |
| Adjoint du patrimoine | Culturelle | C | 1 | 0 | | | |
| Cité du Cuir | | | | | | | |
| Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques de 2ème classe | Culturelle | B | 1 | 0 | | | |
| Assistant de conservation principal de 1ère classe | Culturelle | B | 1 | 1 | 1 | | |
| Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques | Culturelle | B | 1 | 0 | 0 | | |
| Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe | Culturelle | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint du patrimoine | Culturelle | C | 1 | | | | |
| Epicierie solidaire, aires d'accueil | | | | | | | |
| Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle | Médico-Sociale | A | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint technique principal 1ere classe | Technique | C | 2 | 2 | 2 | | |
| Adjoint technique | Technique | C | 3 | 2 | 2 | | |
| Pôle loisirs | | | | | | | |
| Educateur des APS principal 1ère classe | Sportive | B | 6 | 5 | 5 | | 1 création |
| Educateur des APS | Sportive | B | 3 | 1 | 1 | 1(17,5/35) | |
| Opérateur des APS | Sportive | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Rédacteur principal 1ère classe | Administrative | B | 1 | 1 | 1 | | 1 création |
| Rédacteur | Administrative | B | 1 | 0 | 0 | | |
| Adjoint administratif principal de 1ere classe | Administrative | C | 3 | 2 | 1,8 | 1(28/35) | |
| Adjoint administratif principal 2ème classe | Administrative | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Adjoint administratif | Administrative | C | 3 | 1 | 1 | | |
| Agent de maîtrise | Technique | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Adjoint technique principal de 1ère classe | Technique | C | 3 | 3 | 3 | | 1 création |
| Adjoint technique principal 2ème classe | Technique | C | 5 | 3 | 3 | 1(28/35) | |
| Adjoint technique | Technique | C | 8 | 4 | 3,6 | 2(28/35) | 1 création |
| Adjoint d'animation principal de 1ere classe | Animation | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint d'animation principal de 2ème classe | Animation | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint d'animation | Animation | C | 7 | 4 | 3,05 | 1(17/35) 1(19,5/35) 1(20/35) | 1 disponibilité 1 création 17/35 ^{ème} |

| | | | | | | | |
|---|----------------|---|----|----|------|--|--|
| Conservatoire | | | | | | | |
| Professeur d'enseignement artistique hors classe | Culturelle | A | 1 | 0 | | | |
| Professeur d'enseignement artistique | Culturelle | A | 4 | 2 | 1,24 | 1(4,75/20) | Poste à 4,75/20 occupé par un CDI |
| Assistant d'enseignement artistique principal 1ère classe | Culturelle | B | 14 | 14 | 9,92 | 1(3/20) 1(13/20) 1(9/20) 1(13,5/20) | |
| Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe | Culturelle | B | 15 | 7 | 5,9 | 4(10/20) 1(5/20) 1(8/20) 1(15/20) | Poste à 5/20 ^{ème} occupé par CDI |
| Assistant d'enseignement artistique | Culturelle | B | 5 | 0 | 0 | (10/20) 1(7/20) | |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | Administrative | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Adjoint administratif principal 2e classe | Administrative | C | 1 | 0 | | | |
| Adjoint administratif | Administrative | C | 1 | 1 | | | |
| Tourisme | | | | | | | |
| Animateur principal de 2e classe | Animation | B | 1 | 0 | 0 | | |
| Animateur principal de 1ère classe | Animation | B | 1 | 1 | 1 | | |
| Animateur | Animation | B | 1 | 0 | 0 | | |
| Adjoint d'animation principal 2ème classe | Animation | C | 2 | 0 | | | |
| Adjoint administratif | Administrative | C | 1 | 1 | 1 | | |
| DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES | | | | | | | |
| Ingénieur hors classe - emploi fonctionnel DST | Technique | A | 1 | 0 | 0 | | |
| Ingénieur principal | Technique | A | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint technique | Administrative | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Ingénieur | Technique | A | 1 | 0 | 0 | | |
| Spanc | | | | | | | |
| Agent de maîtrise | Technique | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Voirie | | | | | | | |
| Technicien principal 1ère classe | Technique | B | 1 | 0 | 0 | | |
| Technicien principal 2ème classe | Technique | B | 1 | 0 | 0 | | |
| Technicien | Technique | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Agent de maîtrise principal | Technique | C | 3 | 1 | 1 | | |
| Agent de maîtrise | Technique | C | 3 | 1 | 1 | | |
| Adjoint technique principal 1ère classe | Technique | C | 8 | 6 | 6 | | |
| Adjoint technique principal 2ème classe | Technique | C | 6 | 4 | 4 | | |
| Adjoint technique | Technique | C | 2 | 2 | 2 | | |

| | | | | | | | |
|--|----------------|---|---|---|------|--|-----------------|
| Parc auto | | | | | | | |
| Adjoint technique principal 1ère classe | Technique | C | 2 | 1 | 1 | | |
| Adjoint technique principal 2ème classe | Technique | C | 2 | 0 | 0 | | |
| Adjoint technique | Technique | C | 4 | 1 | 1 | | |
| Bâtiments | | | | | | | |
| Adjoint technique | Technique | C | 1 | 1 | 1 | | |
| DIRECTION DES RESSOURCES | | | | | | | |
| Ingénieur principal | Technique | A | 1 | 0 | 0 | | |
| Ingénieur hors classe | Technique | A | 1 | 1 | 1 | | |
| Service des Ressources humaines | | | | | | | |
| Adjoint administratif principal 2e classe | Administrative | C | 2 | 1 | 1 | | |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | Administrative | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint administratif | Administrative | C | 1 | 0 | 0 | | 1 disponibilité |
| Rédacteur | Administrative | B | 1 | 1 | 1 | | |
| Rédacteur principal de 2ème classe | Administrative | B | 1 | 1 | 1 | | |
| Prévention, santé, sécurité | | | | | | | |
| Adjoint administratif principal 1ere classe | Administrative | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint administratif principal 2ème classe | Administrative | C | 1 | 0 | | | |
| Comptabilité | | | | | | | |
| Adjoint administratif principal de 2ème classe | Administrative | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Marchés publics | | | | | | | |
| Rédacteur | Administrative | B | 1 | 0 | | | |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | Administrative | C | 1 | 1 | 1 | | 1 création |
| Adjoint administratif principal de 2e classe | Administrative | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Entretien | | | | | | | |
| Adjoint technique principal 2ème classe | Technique | C | 3 | 3 | 2,11 | | |
| Adjoint technique | Technique | C | 7 | 1 | 1 | | 1 création |
| Magasin | | | | | | | |
| Adjoint technique principal de 1ère classe | Technique | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint technique | Technique | C | 1 | 0 | | | |
| DIRECTION DE LA REGLEMENTATION | | | | | | | |
| ADS | | | | | | | |
| Attaché principal | Administrative | A | 1 | 1 | 1 | | |
| Technicien | Technique | B | 1 | 1 | 1 | | |
| Rédacteur principal 1ère classe | Administrative | B | 1 | 0 | 0 | | |
| Rédacteur principal de 2ème classe | Administrative | B | 1 | 1 | 1 | | |

| | | | | | | | |
|--|----------------|---|------------|------------|---------------|-------------|--|
| Adjoint administratif | Administrative | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint administratif principal de 2ème classe | Administrative | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Agent de maîtrise | Technique | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Adjoint technique | Technique | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Urbanisme | | | | | | | |
| Rédacteur principal 1ère classe | Administrative | B | 2 | 0 | 0 | | |
| Rédacteur | Administrative | B | 1 | 0 | 0 | | |
| Rédacteur principal de 2ème classe | Administrative | B | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint administratif principal 2ème classe | Administrative | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Adjoint administratif | Administrative | C | 3 | 1 | 1 | | |
| Sous-Total emplois permanents | | | 213 | 113 | 100,42 | | |
| EMPLOIS NON PERMANENTS | | | | | | | |
| Cabinet | | | | | | | |
| Animateur de centre-ville | Administrative | A | 1 | 1 | | | |
| Conseiller numérique | Technique | C | 1 | 1 | | | |
| Ressources Humaines | | | | | | | |
| Apprenti | | | 1 | | | | |
| Sous-Total emplois non permanents | | | 3 | 3 | | | |
| TOTAL BUDGET PRINCIPAL | | | 215 | 115 | | | |
| BUDGET ORDURES MENAGERES | | | | | | | |
| EMPLOIS PERMANENTS | | | | | | | |
| Adjoint administratif | Administrative | C | 2 | 2 | 2 | | |
| Adjoint administratif principal de 1ère classe | Administrative | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Technicien principal 1ère classe | Technique | B | 1 | 1 | 1 | | |
| Agent de maîtrise principal | Technique | C | 2 | 1 | 1 | | |
| Adjoint technique principal 1ère classe | Technique | C | 11 | 7 | 7 | 1 (17,5/35) | |
| Adjoint technique principal 2ème classe | Technique | C | 9 | 2 | 6 | | |
| Adjoint technique | Technique | C | 5 | 4 | 4 | | |
| TOTAL BUDGET ORDURES MENAGERES | | | 31 | 18 | 22 | | |
| BUDGET ANNEXE EAU | | | | | | | |
| EMPLOIS PERMANENTS | | | | | | | |
| Agent de maîtrise principal | Technique | C | 1 | 1 | 1 | | |
| Adjoint technique principal 1ère classe | Technique | C | 3 | 3 | 3 | | |
| Adjoint technique principal 2ème classe | Technique | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Adjoint technique | Technique | C | 2 | 2 | 2 | | |
| Adjoint administratif | Administrative | C | 1 | 1 | 1 | | |
| TOTAL BUDGET EAU | | | 8 | 7 | 7 | | |
| BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT | | | | | | | |
| EMPLOIS PERMANENTS | | | | | | | |

| | | | | | | | |
|---|----------------|---|-----------|-----------|-----------|--|-----------------|
| Technicien principal 1ère classe | Technique | B | 1 | 0 | 0 | | |
| Technicien | Technique | B | 1 | 1 | 1 | | |
| Agent de maîtrise principal | Technique | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Adjoint technique principal de 2 ^e classe | Technique | C | 2 | 1 | 1 | | 1 disponibilité |
| Adjoint technique | Technique | C | 5 | 5 | 5 | | |
| Adjoint administratif principal de 2 ^e me classe | Technique | C | 1 | 0 | 0 | | |
| Adjoint administratif | Administrative | C | 3 | 3 | 3 | | |
| TOTAL BUDGET ASSAINISSEMENT | | | 14 | 10 | 10 | | |

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Président de la communauté de
communes Porte Océane du Limousin
Pierre ALLARD

Le secrétaire de séance

**FINANCES ET PROSPECTIVES
ADMINISTRATION GENERALE**

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25 JUIN 2024
PROJET DE DELIBERATION**

**OBJET – BUDGETS GENERAL, ORDURES MENAGERES, EAU, ASSAINISSEMENT, SPANC
ADMISSION EN NON VALEUR DES CREANCES IRRECOURVABLES**

PRESENTATION SYNTHETIQUE

La présente délibération vise à procéder à l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables communiquées par le comptable public.

INCIDENCES BUDGETAIRES

Budget général

| | Investissement | Fonctionnement |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|
| Dépenses | | 5 090,58 € |
| Recettes | | |
| Total | | 5 090,58 € |

Budget ordures ménagères

| | Investissement | Fonctionnement |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|
| Dépenses | | 4 413,33 € |
| Recettes | | |
| Total | | 4 413,33 € |

Budget eau

| | Investissement | Fonctionnement |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|
| Dépenses | | 1 128,31 € |
| Recettes | | |
| Total | | 1 128,31 € |

Budget assainissement

| | Investissement | Fonctionnement |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|
| Dépenses | | 532,72 € |
| Recettes | | |
| Total | | 532,72 € |

Budget SPANC

| | Investissement | Fonctionnement |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|
| Dépenses | | 259,00 € |
| Recettes | | |
| Total | | 259,00 € |

RAPPORT

| |
|--------------------------|
| Exposé des motifs |
|--------------------------|

1. Principe

L'admission en non-valeur est une mesure administrative d'apurement budgétaire et comptable qui concerne des créances en général anciennes dont les perspectives de recouvrement sont quasi nulles.

L'admission en non-valeur des créances irrécouvrables concourt à la sincérité des comptes.
Elle n'éteint pas la dette du redevable, le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action de recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à meilleure fortune.

2. Cadre légal

La décision d'admettre les créances irrécouvrables en non-valeur est une compétence de l'assemblée délibérante, qui se prononce sur les propositions faites par le comptable public.

3. Contexte

Le comptable public a transmis les listes de créances irrécouvrables arrêtées au 31/05/2024, pour les budgets suivants :

- budget général liste n°6113790233 pour un montant de 5 090,58 €,
- budget ordures ménagères liste n°6693908233 pour un montant de 4 413,33 €,
- budget eau liste n°6694700233 pour un montant de 1 128,31 €,
- budget assainissement liste n°6694700333 pour un montant de 532,72 €,
- budget spanc liste n°6689100033 pour un montant de 259,00 €,

Il appartient au Conseil Communautaire de se prononcer sur l'admission en non-valeur de ces listes.

DECISION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Considérant les listes transmises et annexées à la présente délibération,

Le conseil communautaire,
Après délibération,

- DECIDE d'admettre en non-valeur les listes de créances irrécouvrables suivantes :
 - budget général liste n°6113790233 pour un montant de 5 090,58 €,
 - budget ordures ménagères liste n°6693908233 pour un montant de 4 413,33 €,
 - budget eau liste n°6694700233 pour un montant de 1 128,31 €,
 - budget assainissement liste n°6694700333 pour un montant de 532,72 €,
 - budget spanc liste n°6689100033 pour un montant de 259,00 €,
- DIT que cette dépense sera imputée à l'article 6541 des budgets concernés de l'exercice en cours.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Ont signé au registre le Président et le secrétaire de séance.

Pour extrait conforme,
Le Président de la communauté de
communes Porte Océane du Limousin
Pierre ALLARD

Le secrétaire de séance

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25 JUIN 2024
PROJET DE DELIBERATION**

**OBJET – MODALITES DE REFACTURATION A LA MAIRIE DE SAINT JUNIEN ET AU
CCAS DES FRAIS RELATIFS A L'ORGANISATION DE L'ARBRE DE NOEL DU
PERSONNEL**

PRESENTATION SYNTHETIQUE

La présente délibération vise à présenter les modalités de refacturation à la mairie de Saint-Junien et au CCAS des frais engagés par la communauté de communes pour l'organisation de l'arbre de Noël des personnels actifs et retraités.

INCIDENCES BUDGETAIRES au prorata des frais engagés.

RAPPORT

Exposé des motifs

Chaque année la communauté de communes Porte Océane du Limousin, la mairie de Saint-Junien et le CCAS organisent conjointement une réception à l'occasion de l'arbre de Noël pour leurs personnels actifs et retraités.

Jusqu'en 2021, la mairie de Saint-Junien était l'organisatrice de cet événement et prenait en charge l'ensemble des dépenses y afférent et demandait à la communauté de communes Porte Océane du Limousin le remboursement des frais engagés au prorata de ses personnels concernés.

A compter de 2022, les deux entités ont convenu de se répartir les dépenses relatives à l'arbre de Noël en fonction de leur nature (colis des retraités et des agents, jouets et livres pour les enfants, animation, buffet, repas, apéritif,) afin d'obtenir des tarifs dégressifs du fait de la quantité.

Ainsi, la communauté de communes Porte Océane du Limousin est amenée à refacturer à la mairie de Saint-Junien et au CCAS les frais engagés par elle pour l'organisation de l'événement en fonction du nombre d'agents de chaque entité.

DECISION

Le conseil communautaire,
Après délibération

- ACCEPTE que la communauté de communes Porte Océane du Limousin organise conjointement avec la mairie de Saint-Junien et le CCAS la réception pour l'arbre de Noël de ses personnels actifs et retraités, et qu'elle prenne en charge une partie des dépenses en fonction de leur nature,

- DECIDE que le remboursement des frais occasionnés sera demandé à la mairie de Saint-Junien et au CCAS en fonction du nombre d'agents concernés,

- PRECISE qu'un tableau de répartition des frais entre les entités participantes sera établi tous les ans à l'issue de la manifestation,

- **DONNE** tout pouvoir à Monsieur le Président pour l'exécution de la présente délibération et pour signer tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Ont signé au registre le Président et le secrétaire de séance.

Pour extrait conforme,
Le Président de la communauté de
communes Porte Océane du Limousin
Pierre ALLARD

Le secrétaire de séance

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25 JUIN 2024
PROJET DE DELIBERATION**

**OBJET – TAXE DE SEJOUR INTERCOMMUNALE
ACTUALISATION**

PRESENTATION SYNTHETIQUE

A la suite de la prise de compétence « promotion du tourisme » à l'échelle intercommunale le 1^{er} janvier 2016, la communauté de communes Porte Océane du Limousin a instauré, par délibération n°2018/152 en date du 24 mai 2018, la taxe de séjour intercommunale sur l'intégralité de son territoire.

Or, la dernière actualisation de la taxe de séjour (délibération n°2023/135 du 5 juin 2023) comporte une erreur qu'il convient de corriger. Il s'agit du montant de taxe de séjour concernant les terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance.

A titre d'information, la communauté de communes a perçu 29 866,84 € de taxe de séjour intercommunale sur l'ensemble de son territoire et pour l'ensemble des hébergements.

RAPPORT

Exposé des motifs

L'article L2333-30 du code général des collectivités territoriales définit les montants plancher et plafond de la taxe de séjour et précise que toute modification doit être votée avant le 1^{er} juillet de l'année en cours pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Ce barème indique un montant plafond à 0,20 € par personne et par nuitée pour les terrains de camping et de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance. Or, la délibération du 5 juin 2023 indique un tarif de 0,50 € par personne et par nuitée. Il est donc nécessaire de corriger cette erreur matérielle.

Cette erreur n'a pas de conséquences sur les touristes ou les hébergeurs. En effet, la plateforme internet communiquant les tarifs de la taxe de séjour, votés par le conseil communautaire, aux hébergeurs, a tenu compte du plafond du barème et a appliqué le tarif de 0,20 €.

La présente délibération a donc pour vocation de mettre les tarifs en conformité ; tarifs détaillés dans le tableau ci-dessous :

| Catégorie d'hébergement | Tarif par personne et par nuitée |
|--|--|
| Palaces | 0,70 |
| Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles | 0,70 |
| Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles | 0,70 |
| Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles | 0,70 |
| Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles | 0,70 |
| Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives | 0,50 |
| Terrain de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24heures | 0,50 |
| Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance | 0,20 |

| Hébergements | Tarif par personne et par nuitée |
|--|----------------------------------|
| Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air | 3% |

DECISION

Considérant l'instauration de la taxe de séjour intercommunale à compter du 1^{er} janvier 2019 en conseil communautaire le 24 mai 2018,

Considérant la validation le 1^{er} juillet 2021 en conseil communautaire du deuxième schéma de développement touristique et d'une convention d'objectifs pour les 5 ans à venir avec l'office de tourisme,

Considérant que les moyens octroyés à l'office de tourisme pourraient pour partie être financés par les recettes provenant de la collecte de la taxe de séjour,

Vu les articles L.2333-26 et suivants et L.5211-21-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles R.2333-43 et suivants du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article D.422-3 du code du tourisme,

Le conseil communautaire,

Après délibération,

- DIT que la taxe de séjour est maintenue au réel,
- DIT que la taxe de séjour est toujours perçue du 1^{er} janvier au 31 décembre,
- DIT que la date de reversement de la taxe de séjour par les hébergements ou les plateformes de réservation devra toujours se faire auprès du comptable public en une seule fois dans l'année au 31 décembre,
- DIT que la taxe de séjour est toujours perçue indifféremment par les logeurs ou par les plateformes de réservation,
- FIXE les tarifs tels que détaillés dans le tableau ci-dessus à compter du 1^{er} janvier 2025.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président de la communauté de
communes Porte Océane du Limousin
Pierre ALLARD

Le secrétaire de séance

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25 JUIN 2024
PROJET DE DELIBERATION

OBJET – CITE DU CUIR
AUTORISATION DE SIGNATURE DES ACTES MODIFICATIFS AUX MARCHES DE
TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE RESTRUCTURATION DES FUTURS BATIMENTS

PRESENTATION SYNTHETIQUE

La présente délibération a pour but d'autoriser le Président de la communauté de communes à signer les projets d'actes modificatifs liés aux différents imprévus, aléas de chantier et ajustements de programme concernant les travaux de réhabilitation et de restructuration des bâtiments de la future cité du cuir.

INCIDENCES BUDGETAIRES

| | Investissement | Fonctionnement |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|
| Dépenses | 92 382,75 € | 0 € |
| Recettes | 0 € | 0 € |
| Total | 92 382,75 € | 0 € |

RAPPORT

Exposé des motifs

1- Rappel du contexte

En 2022, la communauté de communes Porte Océane du Limousin a lancé une consultation pour les travaux de réhabilitation et de restructuration des bâtiments de la future cité du cuir à Saint-Junien.

Au vu du contexte inflationniste, du fait de la crise du covid et de la guerre en Ukraine, très contraignant à l'époque pour les entreprises, trois consultations ont été nécessaires avec des ajustements de programme et des recherches d'économies, pour attribuer l'ensemble des lots dans un coût global le plus contenu possible.

Au final, l'ensemble des 19 lots ont été attribués pour un montant global prévisionnel hors taxe de 3 289 516,97 €.

Les contrats sont des marchés à tranches, à prix global et forfaitaire révisable.

Le Président de la communauté de communes a été autorisé à signer et notifier les contrats par délibérations du conseil communautaire en date du 22 septembre 2022 (délibération 2022/212) et du 6 juillet 2023 (délibération 2023/164).

2- Les ajustements liés aux aléas de chantier et ajustements de programme

Les ajustements de programme et les aléas de chantier sont inhérents à tout projet de réhabilitation de bâtiments de cette ampleur. De ce fait, un certain nombre d'actes modificatifs sont nécessaires. Ces modifications entrent dans le cadre des modifications de faible montant prévues par le code de la commande publique dans son article R2194-8 (jusqu'à 15 % du montant initial du marché en travaux). Ces actes modificatifs, leur montant, ainsi que leur objet, sont listés dans le tableau joint en annexe à la présente délibération. Ils représentent au total un surcoût de 23 909,57 € hors taxe, soit + 0.73 % du montant total prévisionnel des travaux.

3- Les ajustements liés aux nouvelles obligations réglementaires

La publication du décret 2020-887 Building Automation and Control System (dit BACS) le 20 juillet 2020 et particulièrement sa modification du 7 avril 2023 a rendu obligatoire l'intégration d'une Gestion Technique des Bâtiments (GTB) pour tous les bâtiments tertiaires équipés de système de chauffage ou de climatisation, combiné ou non avec un système de ventilation, dont la puissance est supérieure à 70 KW, en lieu et place de 290 KW auparavant. L'objectif étant d'équiper tous les bâtiments tertiaires existants ou neufs de systèmes d'automatisation et de contrôle d'ici le 1^{er} janvier 2027 pour les bâtiments équipés de systèmes de plus de 70 KW de puissance. Cette disposition concerne les systèmes de chauffage et de ventilation mais également l'ensemble des installations techniques du bâtiment. L'échéance de 2027 étant très proche de l'ouverture du site il est primordial d'intégrer ce dispositif dès la construction.

Un surcoût de 68 473,18 € (+ 39,66 %) hors taxe est donc à prévoir sur le lot 17 « électricité ». Dans la mesure où cette disposition n'était pas connue au moment de la publication du dossier de consultation des entreprises, cet acte modificatif entre dans le cadre de l'article R2194-5 du code de la commande publique autorisant des modifications jusqu'à 50 % du montant initial du marché public dans le cas de modifications rendues nécessaires par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

4- Evolution du bilan financier

Le total des modifications représente à ce jour une augmentation globale de + 92 382,75 € hors taxe, soit une augmentation de 2,81 % du coût global de l'opération.

Le Président de la communauté de communes n'a délégué pour signer les avenants que lorsqu'ils sont inférieurs à 5% du montant du marché (délibération 2020/129 du 11 juillet 2020), or sur certains lots ce seuil est dépassé. Il convient donc d'autoriser le Président à signer les avenants listés en annexe.

DECISION

Vu la délibération n° 2020/129 relative aux délégations du Président,

Vu la délibération n° 2022/212 relative à l'autorisation de signature des contrats de travaux de la cité du cuir,

Vu la délibération n° 2023/164 relative à l'ajustement du plan de financement et de l'autorisation de signature des contrats de travaux de la cité du cuir,

Vu le décret Building Automation and Control System du 20 juillet 2020, modifié le 7 avril 2023,

Vu les articles R2194-5 et R2194-8 du code de la commande publique portant sur les modifications des marchés publics (circonstances imprévues et modifications de faible montant),
Considérant les modifications rendues nécessaires par les différents aléas, ajustement de programme et imprévus listés en annexe,

Le conseil communautaire,
Après délibération,

- APPROUVE les différentes modifications proposées,
- AUTORISE le Président à signer et à notifier les avenants aux titulaires des marchés.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.
Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Président de la communauté de
communes Porte Océane du Limousin
Pierre ALLARD

Le secrétaire de séance

**ANIMATION DU TERRITOIRE
ET ACTION CULTURELLE**

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25 JUIN 2024
PROJET DE DELIBERATION**

**OBJET – CITE DU CUIR A SAINT-JUNIEN
AJUSTEMENT DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPERATION**

PRESENTATION SYNTHETIQUE

Le 6 Juillet 2023, le conseil communautaire a validé le plan de financement de la Cité du Cuir (délibération n°2023/164), qui s'équilibrait alors à 8 361 384,25 € HT. Depuis cette date, des évolutions ont eu lieu, aussi bien en dépenses qu'en recettes.

INCIDENCES BUDGETAIRES :

| | Investissement | Fonctionnement |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|
| Dépenses | 190 959,75 | |
| Recettes | 50 000,00 | |
| Total | | |

CITE DU CUIR

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL - JUIN 2024

| RECAPITULATIF DES DEPENSES PAR POSTE | COÛT € HT | RECAPITULATIF DES RESSOURCES | MONTANT € |
|--|---------------------|------------------------------|---------------------|
| <i>Acquisitions immobilières</i> | | | |
| Acquisition des parcelles AM 95, 96, 97, 98 | 2 198 000,00 | État : FNADT | 750 000,00 |
| Frais de notaire | 22 425,69 | État : Fonds friches | 600 000,00 |
| Sous-total Acquisitions immobilières | 2 220 425,69 | Conseil Régional | 1 000 000,00 |
| <i>Maîtrise d'œuvre et prestations complémentaires</i> | | | |
| Maîtrise d'œuvre | 239 899,70 | Conseil Départemental | 1 000 000,00 |
| SPS, OPC, géomètre, contrôle technique | 40 000,00 | Europe FEDER | 300 000,00 |
| Sous-total maîtrise d'œuvre et prestations complémentaires | 279 899,70 | Ventes immobilières | 648 600,00 |
| <i>Assistance à maîtrise d'ouvrage</i> | | | |
| AMO générale | 39 000,00 | | |
| AMO boutique | 41 500,00 | | |
| Sous-total AMO | 80 500,00 | | |
| <i>Travaux de requalification des bâtiments et aménagements extérieurs</i> | | | |
| Tranche 1 : Travaux de requalification de la grange | 2 032 867,62 | | |
| Tranche 2 : Modification du bâtiment existant | 1 115 179,58 | | |
| Tranche 3 : Parkings et aménagements de voirie | 234 473,65 | | |
| Création d'un chemin piéton | 194 837,00 | | |
| Sous-total Travaux | 3 577 357,85 | | |
| <i>Scénographie</i> | | | |
| Conception, réalisation et pose | 1 570 586,76 | | |
| Sous-total Scénographie | 1 570 586,76 | | |
| <i>Autres frais</i> | | | |
| Frais de publicité | 15 000,00 | | |
| Mobilier | 140 000,00 | | |
| Achat de collections | 60 000,00 | | |
| Restauration et mise en place des foulons | 60 000,00 | | |
| Création d'une œuvre artistique | 28 000,00 | | |
| Imprévus et actualisation | 250 000,00 | | |
| Protection de la canalisation de gaz | 60 574,00 | | |
| Système de billetterie et de contrôle d'accès | 80 000,00 | | |
| Droits exploitation images | 10 000,00 | | |
| Achat des machines pour les ateliers professionnels | 120 000,00 | | |
| Sous total autres frais | 823 574,00 | Autofinancement et emprunt | 4 253 744,00 |
| TOTAL | 8 552 344,00 | | 8 552 344,00 |

RAPPORT

Exposé des motifs

Du point de vue des dépenses d'investissement, les évolutions suivantes ont été constatés :

- en plus-value :
 - o avenants sur les marchés travaux (voir la délibération précédente),
 - o précision des coûts pour certains postes de dépenses, comme par exemple les machines pour équiper les ateliers professionnels ou l'aménagement pour l'espace accueil,
 - o ajustement de l'enveloppe dédiée à la création artistique dans le cadre du dispositif du 1% artistique,
- en moins-value :
 - o passation du marché pour la protection de la canalisation de gaz,

Concernant les recettes, le comité de sélection du GAL Charente e Limousin du 11 Juin 2024, au regard de la qualité du projet et de son rayonnement, a accordé une subvention européenne plus élevée que prévue au plan de financement de juillet 2023.

Il faut également noter que le plan de financement intègre toujours une ligne pour imprévus et actualisation de 250 000 €.

DECISION

Considérant la compétence « création, gestion et entretien de la Cité du Cuir de Saint-Junien »,

Vu la délibération n° 2023/164 « Cité du Cuir à Saint-Junien, travaux de réhabilitation et de restructuration de bâtiments, ajustement de l'autorisation de signature des contrats de travaux et du plan de financement de l'opération, demande de subventions complémentaires »,

Vu les évolutions du projet,

Vu la décision du comité de sélection du GAL Charente E Limousin d'attribuer au projet de la Cité du Cuir un financement FEDER de 300 000 €,

Le conseil communautaire,

Après délibération,

- ACTE le plan de financement ajusté,

- CONSTATE l'inscription des crédits, en dépenses et en recettes, au budget de l'exercice en cours,

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président de la communauté de
communes Porte Océane du Limousin
Pierre ALLARD

Le secrétaire de séance

SOLIDARITE ET ACTION SOCIALE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25 JUIN 2024
PROJET DE DELIBERATION

**OBJET – EPICERIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR**

PRESENTATION SYNTHETIQUE

Dans un contexte où les inégalités augmentent, la communauté de communes réaffirme son engagement en faveur des publics précaires au travers du financement de l'épicerie sociale et solidaire sur les bases de sa compétence « *Solidarité à destination de certains publics en difficulté sur l'espace communautaire* »
La présente délibération a pour but de valider le nouveau projet de règlement intérieur de l'épicerie sociale et solidaire

INCIDENCES BUDGETAIRES : Aucune incidence budgétaire

RAPPORT

Exposé des motifs

1. Contexte

L'Épicerie Sociale et Solidaire, créée à l'origine par la Centre Communal d'Actions Sociales de la ville de Saint-Junien, a été transférée à la communauté de communes le 1^{er} juillet 2015.

Les bénéficiaires, identifiés par les référents sociaux et dont le dossier a été accepté par la commission d'admission, ont accès à des produits alimentaires de base et des produits d'hygiène à petits prix. En échange, ils s'engagent dans un projet d'amélioration de leur vie quotidienne. Les économies réalisées peuvent par exemple permettre de réparer un véhicule, de régler une facture impayée. Les bénéficiaires trouvent également des conseils dans différents domaines : ateliers cuisine, santé, éco-gestes, accompagnement personnalisé à un retour à l'emploi...

En 2023, 163 foyers, représentant 358 personnes réparties sur les 13 communes du territoire intercommunal, ont été bénéficiaires de l'épicerie sociale et solidaire. Cela représente une augmentation importante par rapport aux années précédentes (264 bénéficiaires en 2019)

L'épicerie fonctionne avec deux agents, une conseillère en économie sociale et familiale pour le suivi social des familles (également responsable du service Solidarités) et un agent pour gérer l'approvisionnement en produits et la vente aux usagers.

L'approvisionnement de produits frais et secs se fait auprès de la banque alimentaire de la Haute-Vienne, et auprès de magasins alimentaires et de producteurs locaux qui donnent leurs invendus et les produits dont la date de péremption approche. Ces remises de produits secs ou frais sont formalisées par une convention entre la Communauté de communes et chaque partenaire.

Dans un contexte inflationniste, avec une augmentation importante du nombre de bénéficiaires, il était nécessaire de restructurer complètement le règlement intérieur de l'épicerie.

Le règlement intérieur de l'Épicerie Sociale et Solidaire énumère et porte à connaissance des usagers et des services prescripteurs les règles essentielles de fonctionnement au sein de ce service.

2. Projet de règlement

Il est proposé d'approuver le nouveau règlement intérieur de l'Épicerie Sociale et Solidaire détaillé en annexe.

Compte-tenu de l'évolution du contexte socio-économique, il apparaît nécessaire d'enrichir le règlement intérieur de l'Épicerie Sociale et Solidaire afin de définir les notions de reste à vivre journalier et d'identifier les situations des personnes qui ont recours à ce service.

La commission 'solidarités et action sociale' s'est réunie le 3 juin 2024 pour l'examen de ce nouveau règlement pour lequel un avis favorable a été émis.

DECISION

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le projet de règlement intérieur présenté,

Le conseil communautaire,
Après délibération,

- APPROUVE le nouveau règlement intérieur joint à la présente délibération,
- AUTORISE le président à effectuer toutes les démarches utiles à la mise en place de ce règlement et à signer toutes les pièces nécessaires,
- DIT que l'entrée en vigueur de ce règlement intérieur interviendra dès son approbation.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Président de la communauté de
communes Porte Océane du Limousin
Pierre ALLARD

Le secrétaire de séance

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25 JUIN 2024
PROJET DE DELIBERATION

**OBJET – AIRE D’ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE
MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR**

PRESENTATION SYNTHETIQUE

La communauté de communes Porte Océane du Limousin exerce de plein droit en lieu et place des communes membres, les compétences d’aménagement, d’entretien et de gestion de l’aire d’accueil.

La présente délibération a pour but d’apporter des modifications au règlement intérieur de l’aire d’accueil des gens du voyage afin de mieux appréhender certains cas de figure.

INCIDENCES BUDGETAIRES : Aucune incidence budgétaire

RAPPORT

Exposé des motifs

1. Contexte

L’aire d’accueil des gens du voyage de la communauté de communes Porte Océane du Limousin est réservée aux gens du voyage logeant de manière permanente en résidences mobiles.

Elle répond à l’obligation, instituée par la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l’accueil et à l’habitat des gens du voyage, dite loi Besson II, pour les communes de plus de 5 000 habitants. Elle est identifiée dans le schéma départemental d’accueil et d’habitat des gens du voyage conclu pour la période 2023-2028 entre l’Etat et le Département de la Haute-Vienne.

Elle comporte huit îlots permettant chacun le stationnement de quatre caravanes. Elle est gérée en régie directe. Deux agents à temps plein y travaillent quotidiennement sous la responsabilité de la cheffe de service Solidarités et avec le concours des services techniques. Ces deux agents ont également pour mission la gestion de deux aires de stationnement ; une à Oradour-sur-Glane et une à Saint-Victurnien.

Depuis l’ouverture de l’aire d’accueil au début des années 2000, le règlement intérieur a été modifié à plusieurs reprises ; la dernière modification ayant eu lieu par délibération du conseil communautaire en date du 14 décembre 2022. Le règlement intérieur de l’aire d’accueil énumère et porte à connaissance des usagers les règles essentielles de fonctionnement au sein de l’aire d’accueil des gens du voyage.

2. Projet de règlement

Il est proposé d’approuver le nouveau règlement intérieur de l’aire d’accueil des gens du voyage détaillé en annexe, qui vient préciser les conditions de séjour et les sanctions.

Le projet du règlement intérieur de l’aire d’accueil présenté, apporte des clarifications concernant les articles suivants :

- article 12 : durée de séjour,
- article 14 : interdictions,
- article 17 : animaux
- article 26 : non-respect du règlement intérieur et expulsion.

La commission ‘solidarités et action sociale’ s’est réunie le 3 juin 2024 pour l’examen de ce nouveau règlement pour lequel un avis favorable a été émis.

DECISION

Vu la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l’accueil et à l’habitat des gens du voyage,

Vu le décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage,

Vu les différentes délibérations approuvant ou modifiant le règlement intérieur de l'aire d'accueil située sur la communauté de commune Porte Océane du Limousin au titre de ses compétences statutaires,

Le conseil communautaire,
Après délibération,

- APPROUVE le règlement intérieur joint à la présente délibération,
- DIT qu'il prendra effet dès que la délibération sera exécutoire,
- DIT que le règlement actuellement en vigueur suite à la délibération du 15 décembre 2022 sera abrogé à cette date,
- AUTORISE le président à effectuer toutes les démarches utiles à la mise en place de ce règlement et à signer toutes les pièces nécessaires.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Président de la communauté de
communes Porte Océane du Limousin
Pierre ALLARD

Le secrétaire de séance